



JEUDI 29 JANVIER

JOURNEE NATIONALE UNITAIRE DE GREVE

J-21

Pour l'emploi, les salaires ! Pour un plan de relance économique par l'emploi et le pouvoir d'achat

En premier lieu, **la CGT SPS souhaite à l'ensemble du personnel et leurs familles une bonne année 2009** bien que celle-ci s'annonce d'ores et déjà compliquée !

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'État et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

A titre d'exemple, le gouvernement a annoncé un plan de relance de **26 milliards d'euros** pour aider l'économie. Sur ces 26 milliards de fonds publics, **1,3 milliard** devrait être alloué au secteur automobile. Sachant que Renault et PSA persistent à remonter respectivement **2,734 milliards d'€** et **826 millions d'€** de dividendes pour l'année 2007 à leurs actionnaires. Est-il admissible que les fonds publics servent à garantir le « pouvoir d'achat » des actionnaires alors que les salariés sont contraints au chômage technique ?

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le **29 janvier 2009** : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

La crise actuelle n'est pas une fatalité, il est urgent que de vraies mesures soient prises pour relancer la croissance par l'emploi et le pouvoir d'achat, seules alternatives efficaces !

DE QUELLE CRISE PARLE-T-ON ?

« La crise actuelle est une crise profonde du capitalisme qui touche le monde de la finance et se propage au reste de l'économie.

Cette crise qui fait la une de toute la presse est au cœur des préoccupations des Français. D'ailleurs, selon le gouvernement, elle « va avoir des conséquences pour l'ensemble des français au niveau de l'emploi, du pouvoir d'achat, des impôts, du budget de l'État ... »

Après des années d'austérité salariale, de précarisation de l'emploi, de sous investissements et de dégradation des conditions de travail, cette crise est vécue comme une double peine pour les salariés.

Remarques :

La récente remontée des cours de bourse ne signifie pas que le pire est derrière nous. En effet, tout d'abord les marchés financiers sont très volatiles en ce moment (un jour +10%, le lendemain -12%). De plus, dans

les entreprises nombre de directions se cachent derrière la crise pour essayer de justifier leurs politiques financières qui conduisent à des suppressions d'emplois, des fermetures de sites, au gel des salaires, la dégradation des conditions de travail...

D'où provient cette crise des subprimes ?

Aux USA, il existe peu de logements sociaux, type HLM. C'est un modèle de société où on a fait miroiter aux « SMICARDS »,

aux salariés précaires qu'ils pourraient être tous propriétaires en s'endettant sur plus de 30 ans (c'est ce type de système qui était dans le programme du candidat Sarkozy).

Le système de prêt des subprimes est un mécanisme de crédit hypothécaire à taux variable qui permet aux ménages les plus modestes d'emprunter.

Or, avec le ralentissement de la croissance aux USA et l'évolution des taux d'intérêts, les pro-

priétaires ayant souscrit ce type de crédit se sont retrouvés dans l'incapacité de le rembourser. Parmi eux, beaucoup sont des salariés précaires menacés d'expulsion de leur logement. On parle de plusieurs centaines de milliers.

Quelles conséquences pour les banques ?

Elles se sont retrouvées avec leurs filiales ou organismes de crédits face à de gros défauts de paiement. Les organismes financiers ont transformé en titres ces dettes des ménages pour pouvoir les vendre sur les marchés financiers.

Avec la recrudescence des ménages ne pouvant plus faire face à leurs crédits, les banques, malgré tous les artifices qu'elles ont créés, ont été touchées par cette crise.

Certains économistes parlent d'économie casino, en quoi cela consiste-t-il ?

Dans l'actuelle crise du système, les banques ne jouent plus leur rôle de financement de l'économie, notamment des entreprises pour développer l'activité économique.

En effet, celles-ci adoptent la stratégie d'un joueur de casino ou de courses hippiques qui parie en espérant réaliser des gains importants. C'est de la pure spéculation, à la différence près que les parieurs perdent souvent ; or l'actualité nous démontre que les banques non. Pour ces spéculateurs, les gains sont individualisés et les pertes nationalisées.

Dans ces conditions, on comprend bien qu'un spéculateur n'aura plus de limites en réalisant les placements les plus risqués, qui se traduisent dans les entreprises par des politiques qui tournent le dos au développement de l'industrie, qui écrasent le niveau des salaires, suppriment les emplois, précarisent et dégradent les conditions de travail.

Cette crise est-elle une crise financière ou une crise du capitalisme ?

Non sommes face à une crise du système capitaliste, puisque la finance fait partie intégrante du système.

Pendant des années, les banques, les fonds d'investissements et les actionnaires ont exigé des taux de rentabilité de leurs capitaux largement supérieurs à la croissance de l'économie réelle. Qui n'a pas entendu parler de la fameuse exigence de rentabilité de 15% ?

Depuis des années, les résultats financiers des grands groupes ne cessent de s'accroître. Chaque année les bénéfices réalisés par les entreprises et les dividendes versés aux actionnaires battent des records. De l'autre côté, la part des salaires dans la valeur ajoutée diminue au profit de la rémunération du capital, cela représente 170 milliards d'€.

Les choix patronaux, aidés par les pouvoirs publics, qui consistent à privilégier la rentabilité du capital et le versement de milliards d'euros sous forme de dividendes aux actionnaires (93,1 milliards d'euros en 4 ans en France) n'ont pu se réaliser qu'au détriment des revendications des salariés et des besoins sociaux de la population, ce qui explique d'ailleurs le caractère structurel de cette crise.

L'écrasement du niveau des salaires, comme des qualifications, la remise en cause du système solidaire et intergénérationnel de la sécurité sociale comme de la retraite par répartition, la dégradation des conditions de travail dont l'une des conséquences se caractérise par exemple par une espérance de vie plus courte des ouvriers par rapport aux cadres dirigeants ou aux professions libérales, la précarisation à outrance des emplois, la destruction massive des emplois industriels, le sous investissement dans l'appareil de production et la recherche, l'exonération sans limite ni contrôle des cotisations sociales accordées aux entreprises, la pression exercée sur les dépenses publiques et la mise en concurrence des salariés dans le monde sont les principaux facteurs de cette crise.

Quelles sont les conséquences pour les petits épargnants ou sur les retraites par capitalisation ?

Avec cette crise, des millions de petits épargnants ont vu la valeur de leurs économies diminuer fortement. Quand des centaines de milliards d'euros ou de dollars s'évaporent, il y a nécessairement des conséquences.

Plutôt que de longues explications, un exemple :

ENRON. Les salariés de cette entreprise Américaine ont tout perdu : emploi, économie et retraite. C'est pour éviter que cette tragédie se reproduise à l'échelle planétaire que les États sont obligés de venir au secours des institutions bancaires et organismes financiers qui symbolisent le libéralisme économique à outrance.

Quel est le montant des sommes engagées ?

Les USA par l'intermédiaire de la Banque Fédérale américaine ont mis sur pied un plan de **700 milliards de dollars**.

Au niveau européen, on parle également de plusieurs centaines de milliards d'euros pour couvrir les pertes des banques :

France 360 milliards d'euros, Allemagne 480 milliards d'euros, Espagne 100 milliards d'euros, Autriche 100 milliards d'euros...

Les responsables politiques de ces pays s'engagent à assumer les pertes des banques au frais du contribuable.

D'où sortent ces sommes ?

C'est l'État qui emprunte à la place des banques. Car sur les marchés financiers les banques ne se font plus confiance et refusent de se prêter de l'argent. Pour que le système fonctionne, l'État qui est un acteur crédible aux yeux des marchés financiers, devient le garant des banques. C'est donc l'État qui va emprunter de l'argent pour les banques.

En contrepartie, l'État entre dans le capital de ces banques, il en devient actionnaire. C'est une sorte de nationalisation. La planche à billets va fonctionner.

Depuis des années les gouvernements successifs, les entreprises et les capitalistes les plus libéraux nous martèlent que les caisses de l'État et des entreprises sont vides.

Pourtant, pour sauver le système financier, les États trouvent soudainement la possibilité de soulever des centaines de milliards d'euros.

Pourquoi ces sommes n'ont jamais été et ne sont toujours pas disponibles pour augmenter les salaires, améliorer les conditions de travail, pour mettre en place une vraie politique environnementale, pour résorber la faim ou améliorer la santé dans le monde ? De plus en plus de citoyens s'interrogent et le sentiment d'injustice monte.

Tout d'abord, depuis plusieurs années, la CGT dénonce les politiques d'entreprises basées sur le tout financier. L'objectif de rentabilisation maximale du capital à court terme de la part des actionnaires, directions des entreprises entre en contradiction totale avec le développement social, humain, environnemental...

► La CGT propose donc que les mécanismes d'aides aux entreprises (plus de 65 milliards d'euros en 2007) soient réorientés vers un pôle public financier pour promouvoir des investissements économiques et industriels.

► La CGT propose la fin de l'austérité salariale. La consommation des ménages est le moteur économique de la France (plus de 50% du PIB), on ne peut pas relancer l'économie sans augmenter les salaires.

► La CGT propose de promouvoir l'investissement dans l'appareil de production et l'emploi qualifié, stable et bien rémunéré.

► La CGT propose la mise en place d'une vraie politique industrielle au niveau français et européen, pour sortir des stratégies financières qui dictent la vie des salariés dans les entreprises.

UNE ESQUISSE D'EXPLICATION DE LA CRISE FINANCIERE

La récurrence des crises financières des débuts des années 90 a suscité pléthore de modèles et d'analyses.

Pourtant, aujourd'hui, il s'avère toujours très difficile de prévoir, prévenir, voire même expliquer une crise.

Car pour expliquer la crise, il faudra pointer les incohérences fondamentales du système capitaliste, chose de plus en plus difficile dans une communauté scientifique dominée par les adeptes du capitalisme néolibéral.

La crise actuelle diffère de celles qui l'ont précédée (2000, 1997, 1987) par son ampleur, mais non par sa nature. Toutes les crises trouvent leurs ingrédients dans le fonctionnement du système capitaliste financier qui permet aux détenteurs des capitaux de s'enrichir du vide.

La déconnexion des valeurs financières des fondamentaux

économiques et la recherche permanente du profit sont les facteurs les plus pertinents dans l'explication des crises financières.

Après chaque crise, les économistes nous servent des discours à tour de bras sur le rôle nocif de la spéculation, l'absence de régulation, l'opacité du système bancaire, sans jamais remettre en cause les bases du fonctionnement du système capitaliste, à savoir l'exploitation et l'accumulation des capitaux.

A défaut, certaines voix se lèvent aujourd'hui pour désigner le fond salubre des crises qui pousserait les établissements financiers à tempérer leurs crédits risqués. Le terme à la mode

serait la «déontologie».

La crise actuelle menace la survie du système capitaliste. Pour sauver le système, les libéraux se trouvent alors des vertus marxistes. Il faut mutualiser les pertes -mais jamais les bénéfices-, il faut une intervention massive de l'État dans l'économie.

Pis encore, il faut nationaliser les banques et les entreprises en difficulté.



Quand il s'agit de nationaliser des entreprises pour sauver des emplois, on crie à l'inefficacité et à l'interventionnisme, mais pour sauver le capitalisme, l'interventionnisme devient une qualité.

Nicolas Sarkozy parle de la régulation du monde capitaliste, d'un retour à un capitalisme industriel. Peut-on se contenter de gesticulations et de beaux discours lorsque dans les faits, tous les agissements démontrent le contraire (ex: Renault).

Pendant les crises précédentes, certes moins médiatisées, c'est le même son de cloche qu'on a fait entendre dans les revues spécialisées et chez les hommes politiques.

Une fois la crise passée, c'est la nature même du capitalisme qui ressurgit, à savoir la recherche permanente de la rentabilité à court terme sans aucune considération pour les valeurs humaines.

Une esquisse d'explication

Tout a commencé au début de l'année 2000, les taux d'intérêts très bas aux États-unis ont suscité une demande de crédits immobiliers croissante qui a permis aux agents économiques «solvables» d'accéder à la propriété.

La clientèle solvable étant devenue de plus en plus rare, les établissements de crédit, refusant la baisse tendancielle de leur taux de profit, se sont tournés vers une clientèle qui présente un risque important d'insolvabilité.

Aux États-unis, cette demande de crédits est assurée par un marché de prêts immobiliers dits «subprimes». Ce marché propose des crédits sans garantie solide, en contrepartie d'un taux d'intérêts supérieur à la moyenne pratiquée.

Conscients du risque d'insolvabilité accru de leurs clients, les établissements financiers procèdent à des opérations de titrisation en transformant les créances douteuses en des titres «Mortgage Backed Securities».

Cependant la titrisation est une arme à double tranchant.

D'un côté, elle fait supporter le risque d'insolvabilité par plusieurs établissements, ce qui a l'avantage de minimiser le risque de faillite.

D'un autre côté, elle peut aggraver le caractère auto-réalisateur des crises ; la répartition du risque sur plusieurs établissements peut laisser croire que la crise touche tout le marché et créer ainsi un mouvement de panique. Et c'est ce même scénario qui a prévalu en août 2007.

La faillite de certains fonds dont les portefeuilles étaient essentiellement composés de titres «subprimes» a engendré un mouvement de panique qui a traversé l'océan, touchant les établissements bancaires qui se sont fournis en titres américains adossés à des crédits «subprimes».

La crise s'est ensuite transformée en une crise de liquidité rendant ainsi impossible la valorisation des actifs financiers. La BCE et la FED ont ouvert des lignes de crédit pour sauver certaines banques. Mais la crise s'est transformée en une crise de confiance. Les banques refusent de se prêter de l'argent et refusent aussi de financer les entreprises.

Les États et les banques centrales tentent tant bien que mal de rassurer les marchés mais en vain.

Les valorisations financières des grands groupes financiers ne cessent de dégringoler. C'est

tout le système qui risque de vaciller. Mais, ne nous faisons pas d'illusions, le système va être sauvé car la bourgeoisie injectera toutes les liquidités nécessaires pour sauver le système monétaire, car sans système monétaire fiable, c'est la mort du capitalisme !

Et la mort du capitalisme, c'est la mort de la bourgeoisie.

Bizarrement, le gouvernement qui se creusait la tête il y a un mois pour trouver le milliard manquant au financement du RSA ou pour combler le trou de la sécurité sociale est aujourd'hui prêt à injecter des centaines de milliards dans le système ! Il est vrai que la sécurité sociale ne représente pas les mêmes enjeux que le sauvetage des banques !

Le patronat commence déjà à ficeler son discours, appelant les syndicats à l'unité nationale face à la crise. Ce sont les contribuables qui ont sauvé le système. Il faudra redoubler d'efforts revendicatifs pour exiger une meilleure répartition des richesses et une meilleure réglementation du système.

Car, une fois la crise passée, tous les discours sur la nécessaire réforme du système seront lettre morte. Car n'importe quel économiste, ultralibéral fut-il, sait très bien que les crises sont inhérentes au système car ce dernier est basé sur la recherche permanente du profit **sans aucune considération éthique et avec un mépris sans fin pour la morale.**

